

REPUBLIQUE FRANCAISE		dossier n° DP 95 254 22 B0004
 <p>Commune de FREMECOURT</p>		<p>date de dépôt : 30/04/2022 demandeur : Monsieur Mathieu SOUQUET pour : Ravalement adresse terrain : 12 Rue de Cléry à FREMECOURT (95830)</p>

ARRÊTÉ
refusant une demande de Déclaration préalable
au nom de la commune de FREMECOURT

Le Maire,

Vu la demande de Déclaration préalable présentée le 30/04/2022 par Monsieur Mathieu SOUQUET demeurant 12 Rue de Cléry à FREMECOUR (95830) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour : Ravalement ;
- sur un terrain situé 12 Rue de Cléry ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 31 décembre 1913, modifiée, sur les Monuments Historiques

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites.

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/08 et mis à jour le 24/02/17 ;

Considérant l'avis Défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 02 juin 2022 ;

Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France s'est prononcé défavorablement aux motifs que le projet : L'application d'un enduit sur l'ensemble des façades appauvrirait ce bâtiment d'intérêt patrimonial en occultant le parement de moellons. De plus, la nature étanche du type de revêtement prévu n'autorise pas une évacuation optimale de la vapeur d'eau que cette ancienne façade est susceptible de contenir. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du (des) Monument(s) Historique(s).

ARRETE

Article 1 : La demande de Déclaration préalable est **REFUSEE**.

*L'acte n'ayant pu être signé
et remis en temps utile,
la décision est faite.*



Le

Le Maire

Stéphane BALAN

- Recommandations (2) :

Compte tenu que les travaux projetés, dans leurs dispositions actuelles, portent atteinte aux abords du (des) Monument(s) Historique(s) dont il convient de garantir la présentation, un nouveau projet doit être réalisé en prenant en compte les indications suivantes : Les maçonneries doivent être ravalées à pierres vues, les moellons étant largement rejointoyés au mortier de chaux naturelle teinté dans la masse par la couleur du sable employé, se rapprochant de celle de la pierre. Les joints doivent être bien pleins, beurrés et grattés à fleur de parement et laissant apparaître le moins de moellons possible, l'enduit étant appliqué taloché sans surcharge au nu des pierres.

Seul le soubassement et le garage peuvent recevoir un enduit à base de chaux aérienne (C.L.) ou de chaux hydraulique naturelle (N.H.L.), à l'exclusion du ciment ou d'une chaux hydraulique artificielle ; de ton pierre soutenu (beige, beige ocré, sable ou gris beige légèrement ocré) et avec une finition finement talochée ou grattée

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.